



Registration of a Charge

Company name: **Infrastructure Investments (A63) Holdings Limited**

Company number: **09937343**



X5ZX1SYQ

Received for Electronic Filing: **09/02/2017**

Details of Charge

Date of creation: **19/01/2017**

Charge code: **0993 7343 0002**

Persons entitled: **SOCIETE GENERALE
ARKEA BANQUE ENTREPRISES ET INSTITUTIONNELS
BANQUE CIC SUD OUEST
BANCO BILBAO VIZCAYA ARGENTARIA S.A**

There are more than four persons entitled to the charge.

Brief description:

Contains fixed charge(s).

Contains negative pledge.

Authentication of Form

This form was authorised by: **a person with an interest in the registration of the charge.**

Authentication of Instrument

Certification statement: **I CERTIFY THAT SAVE FOR MATERIAL REDACTED PURSUANT TO
S. 859G OF THE COMPANIES ACT 2006 THE ELECTRONIC COPY**

**INSTRUMENT DELIVERED AND THAT THE ENGLISH TRANSLATION
IS A TRUE TRANSLATION OF THE FRENCH DOCUMENT AS PART
OF THIS APPLICATION FOR REGISTRATION IS A CORRECT COPY
OF THE ORIGINAL INSTRUMENT.**

Certified by:

STUART MCMILLAN



CERTIFICATE OF THE REGISTRATION OF A CHARGE

Company number: 9937343

Charge code: 0993 7343 0002

The Registrar of Companies for England and Wales hereby certifies that a charge dated 19th January 2017 and created by Infrastructure Investments (A63) Holdings Limited was delivered pursuant to Chapter A1 Part 25 of the Companies Act 2006 on 9th February 2017 .

Given at Companies House, Cardiff on 10th February 2017

The above information was communicated by electronic means and authenticated
by the Registrar of Companies under section 1115 of the Companies Act 2006



Companies House



**THE OFFICIAL SEAL OF THE
REGISTRAR OF COMPANIES**



I CERTIFY THAT, SAVE FOR MATERIAL REDACTED
PURSUANT TO s859G OF THE COMPANIES ACT 2006,
THIS IS A TRUE, COMPLETE AND CORRECT COPY
OF THE ORIGINAL INSTRUMENT

DATE

6/2/17

SIGNED

DLA PIPER UK LLP

DLA PIPER UK LLP

19 JANVIER 2017

INFRASTRUCTURE INVESTMENTS (A63) HOLDINGS LIMITED
le *Constituant*

SOCIETE GENERALE
l'*Agent des Sûretés*

et

En accord entre les parties, les
présentes reliées par ASSEMBLACT
empêchant toute substitution ou
addition, sont seulement signées à
la dernière page.

LES BENEFICIAIRES
(tels que définis aux présentes)

**CONVENTION DE NANTISSEMENT DE
CREANCES
(CREANCES D'ACTIONNAIRES
INFRASTRUCTURE INVESTMENTS (A63) HOLDINGS
LIMITED)**

WILLKIE FARR & GALLAGHER LLP

662
F12

TABLE DES MATIÈRES

1.	DEFINITIONS, INTERPRETATION ET REGLES DE PRIORITE	3
2.	ENTREE EN VIGUEUR	4
3.	CONSTITUTION DU NANTISSEMENT	4
4.	NOTIFICATION	5
5.	REALISATION DU NANTISSEMENT	6
6.	AUTRES RECOURS	7
7.	DECLARATIONS ET GARANTIES DU CONSTITUANT	7
8.	ENGAGEMENTS DU CONSTITUANT	8
9.	DUREE	8
10.	IRREVOCABILITE	9
11.	TRANSFERT ET CESSION	9
12.	IMPUTATION DES PAIEMENTS	10
13.	NOTIFICATIONS	10
14.	FRAIS	10
15.	DIVISIBILITE	10
16.	RENONCIATION	10
17.	REINTEGRATION	11
18.	MAINTIEN DES OBLIGATIONS GARANTIES	12
19.	DIVERS	12
20.	RESPONSABILITE	12
21.	DROIT APPLICABLE ET ATTRIBUTION DE COMPETENCE	12
22.	ENREGISTREMENT	13
23.	ÉLECTION DE DOMICILE	13
	ANNEXE 1 LISTE DES BENEFICIAIRES	14
	ANNEXE 2 MODELE DE NOTIFICATION	18
	ANNEXE 3 MODELE DE NOTIFICATION DE DEFAULT	20

**CONVENTION DE NANTISSEMENT DE CREANCES
(CREANCES D'ACTIONNAIRES INFRASTRUCTURE
INVESTMENTS (A63) HOLDINGS LIMITED)**

En date du 19 JANVIER 2017

ENTRE:

- (1) **INFRASTRUCTURE INVESTMENTS (A63) HOLDINGS LIMITED**, une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 12 Charles II Street, Londres, Royaume-Uni, SW1Y 4QU, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'Angleterre et du Pays de Galles sous le numéro 9937343,

(le *Constituant*),

- (1) **SOCIETE GENERALE**, une société anonyme de droit français, ayant son siège social au 29, boulevard Haussmann, 75009 Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 552 120 222, agissant tant en son nom et pour son propre compte qu'au nom et pour le compte des autres Bénéficiaires,

(en cette qualité ainsi que tout cessionnaire, ayant droit et successeur nommé conformément aux termes de l'Accord Intercréanciers, l'*Agent des Sûretés*),

ET

- (2) **LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET INSTITUTIONS FINANCIERES** listés en Annexe 1 (*Liste des Bénéficiaires*) en qualité de bénéficiaires, dûment représentés par l'Agent des Sûretés,

(les *Bénéficiaires*).

ETANT PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

- (A) Aux termes du Contrat de Concession, l'Emprunteur s'est vu octroyer par le Concédant le Projet.
- (B) L'Emprunteur a refinancé en date du 30 juin 2015 l'intégralité de son endettement au titre des Crédits Existants et les Prêteurs Initiaux ont accepté de mettre à disposition de l'Emprunteur le Crédit A sous réserve et conformément aux stipulations de la Convention de Financement.
- (C) Les Banques de Couverture Initiales sont convenues avec l'Emprunteur des principes de couverture des risques de taux d'intérêts au titre du Crédit A et ont

accepté de conclure avec l'Emprunteur des Instruments de Couverture afin de couvrir ces risques.

- (D) Pour sûreté et garantie des Obligations Garanties, le Constituant s'est engagé à consentir en faveur des Bénéficiaires conformément aux termes et sous réserve des conditions de la présente Convention un nantissement de premier rang portant sur les Créances Nanties.
- (E) La signature et l'entrée en vigueur des présentes sont une condition déterminante des engagements devant être pris par les Parties Financières au titre des Documents de Financement.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :

1. DEFINITIONS, INTERPRETATION ET REGLES DE PRIORITE

1.1. DÉFINITIONS

1.1.1. Les termes et expressions utilisés dans la présente Convention (y compris dans le Préambule) et non définis par ailleurs, auront le sens qui leur est attribué dans la Convention de Financement.

1.1.2. Les termes et expressions suivants utilisés dans la présente Convention auront, à moins que le contexte n'impose une interprétation différente, le sens suivant :

Avances d'Actionnaires désigne les avances et prêts d'Actionnaires consentis en vertu d'un contrat de financement junior conclu le 18 janvier 2011 entre l'Emprunteur et les Actionnaires et toute autre avance d'actionnaire mise à disposition de l'Emprunteur ou maintenu à sa disposition par les Actionnaires aux termes du Contrat de Financement Junior.

Bénéficiaires désigne les Parties Financières dont la liste figure en Annexe 1 (*Liste des Bénéficiaires*) ainsi que leurs cessionnaires, successeurs ou ayants droit respectifs au titre des Documents de Financement.

Cas de Réalisation désigne l'un quelconque des événements suivants :

- (a) un défaut de paiement de tout ou partie des Obligations Garanties à leur échéance donnée, constitutif d'un Cas de Défaut, est en cours ; ou
- (b) l'Agent a prononcé, conformément aux stipulations de l'article 33.26 (*Conséquences de la survenance d'un Cas de Défaut*) de la Convention de Financement, l'exigibilité anticipée de tout ou partie des Crédits et/ou des Encours à la suite de la survenance d'un Cas de Défaut.

Convention désigne la présente convention y compris ses annexes.

Convention de Financement désigne la convention de financement conclue à la Date de Signature entre l'Emprunteur, les Arrangeurs Mandatés, les Prêteurs Initiaux, les Banques de Couverture Initiales, la Banque Teneuse de Comptes, l'Agent et l'Agent des Sûretés.

Créances Nanties désigne les créances, présentes ou futures et/ou éventuelles, détenues par le Constituant à l'encontre du Débiteur Nanti, au titre de toute Avance d'Actionnaire.

Date d'Entrée en Vigueur a le sens qui est attribué à ce terme à l'Article 2 (*Entrée en Vigueur*).

Débiteur Nanti désigne Atlandes, une société anonyme de droit français, dont le siège social est situé 15 avenue Léonard de Vinci 33600 Pessac, France, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Bordeaux sous le numéro unique d'identification 528 694 052.

Nantissement a le sens qui est attribué à ce terme à l'Article 3 (*Constitution du Nantissement*).

Notification a le sens qui est attribué à ce terme à l'Article 4.1.

Notification de Défaut a le sens qui est attribué à ce terme à l'Article 4.3.

Obligations Garanties désigne toute obligation de paiement ou de remboursement (présente ou future, certaine ou éventuelle) de toute somme en principal, intérêt, commissions, intérêts de retard, Coûts de Remploi, indemnités, frais et accessoires, dues ou pouvant être dues par le Débiteur Nanti aux Bénéficiaires au titre des Documents de Financement en ce compris (i) toutes sommes dues ou qui pourraient être dues au titre des Instruments de Couverture cédés ou novés aux Banques de Couverture ou tous Coûts de Rupture dus au titre d'un Instrument de Couverture et (ii) toutes sommes dues ou qui pourraient être dues au titre de la résiliation, la résolution ou l'annulation de la Convention de Financement ainsi que tous les coûts, frais et charges encourus par tout Bénéficiaire en relation avec la protection, la préservation ou l'exercice de ses droits en vertu des Documents de Financement.

1.2. INTERPRÉTATION

Sauf stipulations contraires dans la présente Convention, les articles 1.2 (*Expressions Comptables*), 1.3 (*Interprétation*), 1.4 (*Dispositions Législatives*), 1.5 (*Heure*) et 1.6 (*Références aux Contrats*) de la Convention de Financement s'appliqueront à la présente Convention comme si elles y avaient été incorporées expressément, chaque référence dans ces articles à la Convention de Financement étant présumée être une référence à la présente Convention.

2. ENTREE EN VIGUEUR

La présente Convention entrera en vigueur à sa date de signature (la *Date d'Entrée en Vigueur*).

3. CONSTITUTION DU NANTISSEMENT

- 3.1. Conformément aux dispositions des articles 2355 et suivants du Code civil ainsi que des articles L.521-1 et L.521-3 du Code de commerce, pour sûreté et garantie du complet paiement et de la bonne exécution à bonne date des Obligations Garanties et jusqu'à complète extinction de celles-ci, le Constituant nantit au profit des Bénéficiaires, qui l'acceptent, les Créances Nanties (le *Nantissement*).
- 3.2. Le Constituant pourra disposer des Créances Nanties dans les conditions stipulées dans le Contrat de Financement Junior. A cet effet, l'Agent des Sûretés, à la demande du Constituant et si les conditions sont réunies, donnera dans les meilleurs délais mainlevée du nantissement pour les Créances Nanties concernées sous réserve que le nouveau titulaire desdites créances consente aux Bénéficiaires, simultanément à ladite mainlevée, un nantissement desdites

Créances Nanties, dans les mêmes termes et conditions, *mutatis mutandis*, que ceux de la présente Convention. Les parties reconnaissent que les dispositions du présent Article 3.2 n'affectent pas les droits des Bénéficiaires de réaliser le Nantissement conformément aux dispositions de l'Article 5 (*Réalisation du Nantissement*) de la présente Convention.

4. NOTIFICATION

4.1. Conformément aux dispositions de l'article 2362 du Code Civil, le présent Nantissement sera notifié sans délai au Débiteur Nanti à compter de la Date d'Entrée en Vigueur, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans la forme de l'Annexe 2 (la *Notification*).

4.2. A compter de la Notification, et par exception aux dispositions de l'article 2363 du Code civil, les Bénéficiaires renoncent par les présentes à leur droit à paiement direct tant que l'Agent des Sûretés n'aura pas adressé de Notification de Défaut conformément aux stipulations de l'Article 4.3. En conséquence, le Débiteur Nanti continuera de valablement s'acquitter des Créances Nanties entre les mains du Constituant nonobstant la Notification étant précisé

- (i) que le Débiteur Nanti ne pourra effectuer au Constituant des paiements au titre des Créances Nanties que conformément à l'article 32.3 (*Palements aux Sociétés Affiliées - Distributions*) de la Convention de Financement ; et
- (ii) qu'un tel paiement ne sera effectué que par débit du Compte de Distribution.

4.3. Sans préjudice des stipulations de l'Article 5 (*Réalisation du Nantissement*), en cas de survenance d'un Cas de Défaut et aussi longtemps qu'il se poursuit, l'Agent des Sûretés pourra, à tout moment, notifier au Débiteur Nanti (avec copie de la notification adressée au Constituant) la survenance dudit Cas de Défaut, dans la forme du modèle figurant en Annexe 3 (la *Notification de Défaut*) cette notification étant en tout état de cause immédiatement adressée au Débiteur Nanti (avec copie adressée au Constituant) dans le cas où le Cas de Défaut consisterait en un Cas de Réalisation.

4.4. En conséquence, à compter de la Notification de Défaut et conformément aux dispositions de l'article 2363 du Code civil le Débiteur Nanti s'interdira tout paiement de toute Créance Nantie entre les mains du Constituant et devra effectuer directement tout règlement de ladite Créance Nantie entre les mains de l'Agent des Sûretés, sur le compte que ce dernier désignera au Débiteur Nanti dans la Notification de Défaut. Si ce règlement intervient avant que les Obligations Garanties ne soient exigibles, l'Agent des Sûretés conservera lesdites sommes conformément aux dispositions de l'article 2364 du Code civil et les affectera au paiement des Obligations Garanties conformément aux stipulations de l'Article 5.2.

- 4.5. Lorsque ledit Cas de Défaut aura disparu ou lorsqu'il y aura été remédié ou renoncé, l'Agent des Sûretés adressera une notification au Débiteur Nanti l'informant de ce fait (avec copie de la notification adressée au Constituant) et le Débiteur Nanti pourra à nouveau effectuer les règlements des Créances Nanties conformément aux stipulations de l'Article 4.1.
- 4.6. Nonobstant ce qui précède, les parties à la présente Convention sont convenues que le Débiteur peut à tout moment débiter le Compte de Distribution au profit du Constituant.

5. REALISATION DU NANTISSEMENT

- 5.1. Dès la survenance d'un Cas de Réalisation, et aussi longtemps qu'il se poursuit, l'Agent des Sûretés (agissant au nom et pour le compte d'un ou plusieurs Bénéficiaires conformément aux stipulations de l'Accord Intercréanciers) pourra, sans préjudice de toutes autres actions qui pourront être exercées indépendamment ou concurremment, exercer sur les Créances Nanties tous les droits, actions et privilèges que la loi reconnaît au créancier nanti et notamment, pourra poursuivre la réalisation du Nantissement conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.
- 5.2. La réalisation totale ou partielle du Nantissement s'effectuera par affectation immédiate de tout ou partie des sommes payées au titre des Créances Nanties au règlement des sommes dues et exigibles au titre des Obligations Garanties à la date de réception desdites sommes. Dans le cas où la réalisation du Nantissement interviendrait par affectation des espèces mentionnées à l'Article 4.4, cette affectation interviendra à l'expiration d'un délai de huit (8) jours calendaires à compter de la date de réception par le Débiteur Nanti d'une mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception par l'Agent des Sûretés et restée sans effet (la date de réception de ladite mise en demeure s'entendant comme étant la date de la première présentation de ladite lettre recommandée (le cachet de la poste faisant foi), la mise en demeure ainsi adressée étant également notifiée par l'Agent des Sûretés au Constituant).
- 5.3. Dans l'hypothèse où les Créances Nanties ne seraient pas échues, la réalisation du Nantissement s'effectuera :
- (a) en cas de réalisation partielle du Nantissement, par imputation immédiate de tout ou partie des sommes payées par le Débiteur Nanti au titre des Créances Nanties conformément aux stipulations de l'Article 5.2 ; ou
 - (b) en cas de réalisation totale du Nantissement, soit (i) par attribution judiciaire de la propriété des Créances Nanties aux Bénéficiaires ou par attribution de plein droit de la propriété des Créances Nanties à leur valeur faciale aux Bénéficiaires conformément aux dispositions de l'article 2365 du Code civil, huit (8) jours calendaires après une mise en

demeure restée sans effet (la date de réception de ladite mise en demeure s'entendant comme étant la date de la première présentation de ladite lettre recommandée (le cachet de la poste faisant foi), la mise en demeure ainsi adressée étant également notifiée par l'Agent des Sûretés au Constituant), soit (ii) par imputation de tout ou partie des sommes payées par le Débiteur Nanti au titre des Créances Nanties conformément aux stipulations de l'Article 5.2 et ce, jusqu'à la date d'échéance respective de chacune des Créances Nanties.

5.4. Conformément à l'article 2366 du Code civil, le solde des Créances Nanties, après apurement complet et définitif des Obligations Garanties, sera reversé au Constituant par l'Agent des Sûretés dans les meilleurs délais.

5.5. Il est précisé en tant que de besoin que la réalisation du présent Nantissement ne pourra s'étendre au montant figurant au crédit du Compte de Distribution.

6. AUTRES RECOURS

Le Nantissement s'ajoute à toute autre sûreté réelle ou personnelle dont les Bénéficiaires bénéficient ou pourraient bénéficier et il est précisé que l'Agent des Sûretés pourra exécuter ou demander l'exécution de la présente Convention et réaliser ou demander la réalisation du Nantissement sans avoir à épuiser d'abord les autres recours dont il pourrait disposer, ni à mettre en jeu l'une ou les autres sûretés ou garanties qu'il pourrait détenir par ailleurs.

7. DECLARATIONS ET GARANTIES DU CONSTITUANT

Le Constituant déclare et garantit expressément aux Bénéficiaires qu'à la Date d'Entrée en Vigueur de la présente Convention et aussi longtemps que la présente Convention sera en vigueur :

- (a) les Créances Nanties lui appartiennent et il n'a consenti aucune Sûreté sur tout ou partie des Créances Nanties ni cédées, déléguées ou transférées sous quelque forme que ce soit les Créances Nanties et les Créances Nanties sont libres de tout droit, option, sûreté ou privilège, et n'ont fait l'objet d'aucune procédure de saisie, de séquestre, d'opposition ou autre mesure d'exécution conservatoire sous réserve de ce qui est expressément autorisé au titre des Documents de Financement ;
- (b) le Nantissement constitue une sûreté de premier rang ;
- (c) les informations relatives aux Créances Nanties fournies au jour de la signature de la présente Convention sont exactes ; et
- (d) il a connaissance des Documents de Financement donnant naissance aux Obligations Garanties.

8. ENGAGEMENTS DU CONSTITUANT

Le Constituant s'engage, à compter de la Date d'Entrée en Vigueur et aussi longtemps que celle-ci sera en vigueur à :

- (a) dans les plus brefs délais, à signer et/ou fournir à l'Agent des Sûretés, tous document et par ailleurs à effectuer toute formalité relatifs à l'exercice des droits de ce dernier au titre de la présente Convention;
- (b) ne pas modifier l'étendue de ses droits attachés aux Créances Nanties de manière contraire aux stipulations du Contrat de Financement Junior, de la Convention de Financement et/ou de la présente Convention ;
- (c) ne pas réclamer le paiement des Créances Nanties sauf lorsque cela est expressément autorisé au titre du Contrat de Financement Junior et des Documents de Financement ;
- (d) prendre les mesures que l'Agent des Sûretés pourrait raisonnablement demander pour que les droits des Bénéficiaires au titre du Nantissement soient établis ;
- (e) ce que toutes les informations fournies par lui aux Bénéficiaires dans le cadre du Nantissement soient exactes à la date à laquelle elles sont faites ou, le cas échéant, à la date à laquelle elles se rapportent, et ne contiennent pas d'omission susceptible d'induire en erreur ;
- (f) à tout moment, signer et remettre tous documents et entreprendre toutes démarches nécessaires, à la demande raisonnable de l'Agent des Sûretés, aux fins de permettre à ce dernier d'exercer les droits, actions et privilèges qui sont conférés aux Bénéficiaires en vertu de la loi ou de la présente Convention ; et
- (g) ne pas opposer un quelconque droit de compensation au Débiteur Nanti en vue d'éteindre lesdites Créances Nanties.

9. DUREE

9.1. La présente Convention demeurera en vigueur en toutes ses stipulations jusqu'à la plus proche des deux dates suivantes :

- (a) la Date de Règlement ; ou
- (b) la date à laquelle l'Agent des Sûretés donne mainlevée du Nantissement conformément aux termes et conditions des Documents de Financement.

9.2. Lorsque (i) les Obligations Garanties auront été entièrement, irrévocablement et inconditionnellement exécutées ou (ii) l'Agent des Sûretés aura été autorisé à

donner mainlevée du Nantissement conformément aux termes et sous réserves des conditions des Documents de Financement, l'Agent des Sûretés prendra, sur demande et aux frais du Constituant, toute mesure raisonnablement demandée par le Constituant pour donner mainlevée du Nantissement dans un délai de cinq (5) Jours Ouvrés suivant la demande du Constituant à cet effet.

10. IRREVOCABILITE

La présente Convention est irrévocable et s'appliquera de plein droit, dans la mesure où la loi le permet, nonobstant :

- (a) tout renouvellement, extension ou prorogation de l'un quelconque des Documents de Financement et/ou des Obligations Garanties;
- (b) toute novation ou autre modification de l'un quelconque des Documents de Financement et/ou toute novation ou autre modification des Obligations Garanties ; et
- (c) toute nullité, invalidité, irrégularité ou inopposabilité de tout ou partie de l'un quelconque des Documents de Financement et/ou de tout ou partie des Obligations Garanties et/ou de toute autre sûreté ou document mentionné dans ou afférent à l'un quelconque des Documents de Financement, notamment en garantie de toute obligation de restitution à la charge du Constituant.

11. TRANSFERT ET CESSION

- 11.1. Tout bénéficiaire d'un transfert de tout ou partie des droits et/ou obligations d'un Bénéficiaire au titre et conformément aux termes de l'un quelconque des Documents de Financement postérieurement à la date de la présente Convention, bénéficiera de plein droit du Nantissement, et toute référence aux Bénéficiaires inclura ce nouveau Bénéficiaire, ce que le Constituant reconnaît et accepte expressément.
- 11.2. Le Nantissement bénéficiera à tous les cessionnaires, successeurs, subrogés et/ou ayants droit des Bénéficiaires au titre des Documents de Financement.
- 11.3. En cas de cession ou transfert par voie de novation de tout ou partie de ses droits et obligations au titre d'un Document de Financement auquel il est partie, et/ou de novation de tout ou partie des Obligations Garanties par un Bénéficiaire, ce Bénéficiaire réserve et maintient expressément, conformément aux dispositions de l'article 1334 du Code civil, ses droits, actions et privilèges au titre des présentes et du Nantissement à son profit et au profit de ses successeurs, ayants droit et cessionnaires.

12. IMPUTATION DES PAIEMENTS

Toute somme reçue par l'Agent des Sûretés en vertu de la réalisation de la présente Convention sera affectée par l'Agent des Sûretés conformément aux stipulations de l'Accord Intercréanciers.

13. NOTIFICATIONS

Sauf stipulation particulière aux termes de la présente Convention, toute notification ou communication au titre de la Convention devra être effectuée conformément aux termes de l'article 47 (*Notifications*) de la Convention de Financement et aux adresses de communication qui y sont indiquées.

14. FRAIS

Tous frais, coûts et débours raisonnablement engagés par l'Agent des Sûretés ou les Bénéficiaires, relativement à la négociation, la préparation, la rédaction et à la signature de la présente Convention et tous les frais, coûts, débours engagés (notamment les frais et honoraires d'avocats) relativement à la mise en œuvre et l'exécution de la présente Convention ou du Nantissement (notamment les frais, coûts et débours concernant la préservation ou l'exercice des droits des Bénéficiaires au titre de la présente Convention) seront, sur présentation de justificatifs, payés par le Constituant, qui s'y oblige conformément aux stipulations de l'article 16 (*Frais*) de la Convention de Financement.

15. DIVISIBILITE

15.1. Si, à tout moment, une stipulation quelconque de la présente Convention s'avère ou devient illégale, nulle ou inopposable en vertu d'une loi, ladite illégalité, nullité ou inopposabilité n'affectera pas la légalité, la validité ou l'opposabilité des autres stipulations de la présente Convention.

15.2. Les parties aux présentes conviennent de faire leurs meilleurs efforts pour s'entendre sur une nouvelle stipulation aux fins de remplacer la stipulation illégale, nulle ou inopposable et qui serait cohérente avec les, et conforme aux, objectifs recherchés par cette dernière.

16. RENONCIATION

16.1. Aucun retard, ni aucune omission de la part de l'Agent des Sûretés ou d'un Bénéficiaire dans l'exercice de tout ou partie de ses droits et recours en vertu de la présente Convention, ne sera considéré comme impliquant une quelconque renonciation à se prévaloir de ce droit ou recours et l'exercice isolé ou partiel dudit droit ou recours n'aura pas pour effet d'empêcher ultérieurement un nouvel exercice dudit droit ou recours ou de tout autre droit ou recours. Les droits et recours de la présente Convention sont cumulatifs et non exclusifs de tout droit ou recours prévu par une loi applicable.

- 16.2.** Le Constituant renonce au bénéfice de l'article 2309 du Code civil, dans la mesure où cet article serait applicable au présent Nantissement.
- 16.3.** Le Constituant s'engage à ne pas poursuivre le Débiteur Nanti en cas de prorogation du terme accordée par les Bénéficiaires, ou l'un quelconque d'entre eux, sans le consentement du Constituant et, en conséquence, renonce au bénéfice de l'article 2316 du Code civil, dans la mesure où cet article serait applicable au présent Nantissement.
- 16.4.** Le Constituant renonce jusqu'à l'apurement complet des Obligations Garanties à :
- (a) tout droit de subrogation aux droits des Bénéficiaires à l'encontre du Débiteur Nanti, qu'il pourrait avoir au titre du Nantissement, que ce droit soit contractuel ou légal ;
 - (b) tout droit de remboursement ou d'indemnisation qu'il pourrait avoir à titre personnel à l'encontre du Débiteur Nanti, à tout moment, au titre du Nantissement, que ces droits soient contractuels ou légaux ;
 - (c) se prévaloir du bénéfice de toute sûreté consentie à l'un quelconque des Bénéficiaires ou pour leur bénéfice afin de garantir le paiement des Obligations Garanties ;
 - (d) opposer un quelconque droit de compensation qu'il pourrait avoir au titre de l'article 1347-6 du Code civil,

et ce même si le Constituant s'est totalement ou partiellement libéré de ses obligations au titre de la présente Convention.

17. RÉINTÉGRATION

Dans l'hypothèse où un paiement effectué par le Constituant ou toute décharge accordée par un Bénéficiaire (au titre des obligations d'un débiteur conformément aux Document de Financement) ferait l'objet d'une réduction ou d'une remise en cause dans le cadre d'une procédure collective ou de tout autre événement similaire, alors :

- (a) les obligations du Constituant et le Nantissement n'en seraient pas affectées et demeureraient en vigueur comme si ledit paiement ou ladite décharge, remise en cause ou réduction n'était pas survenu ; et
- (b) chaque Bénéficiaire pourrait prétendre, à l'encontre du Constituant, au recouvrement ou au règlement d'un montant de cette Sûreté égal à celui qui aurait été dû par le Constituant si ledit paiement ou ladite décharge, remise en cause ou réduction n'était pas survenu.

18. MAINTIEN DES OBLIGATIONS GARANTIES

Dans toute la mesure permise par la loi, les effets et la validité du Nantissement resteront en vigueur et produiront leurs effets pleins et entiers nonobstant tout événement ou circonstance, en particulier l'invalidité de toute stipulation d'un quelconque Document de Financement ou de tout document lié ou de la modification de toute disposition d'un Document de Financement ou des Obligations Garanties ou tout autre événement affectant toute autre sûreté donnée au titre des Obligations Garanties.

19. DIVERS

19.1. Le Nantissement n'affecte et ne pourra affecter en aucune manière la nature et l'étendue de tous engagements et de toutes sûretés, réelles ou personnelles, qui ont pu ou pourront être contractés ou fournis, soit par le Constituant soit par tout tiers, auxquels il s'ajoute et s'ajoutera.

19.2. L'Agent des Sûretés pourra exécuter ou demander l'exécution de l'une quelconque des stipulations de la présente Convention sans avoir à (i) épuiser préalablement les autres recours dont les Bénéficiaires pourraient disposer par ailleurs vis-à-vis du Constituant ou (ii) mettre en jeu préalablement les autres sûretés ou garanties dont les Bénéficiaires pourraient par ailleurs bénéficier au titre des Obligations Garanties.

19.3. Chaque partie accepte par les présentes d'assumer le risque de survenance de circonstances imprévisibles et reconnaît en conséquence que les dispositions de l'article 1195 du Code civil (dans sa rédaction postérieure à l'entrée en vigueur de l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations) ne s'appliqueront pas à ses obligations au titre des Documents de Financement et qu'elle ne pourra introduire de demande de révision judiciaire de l'un quelconque des Documents de Financement au titre de l'article 1195 du Code civil.

20. RESPONSABILITE

Sauf faute lourde ou dolosive, les Bénéficiaires n'assumeront aucune responsabilité envers le Constituant ou ses ayants droit, à raison de l'exercice ou du non exercice des droits et prérogatives qui leur sont conférés par la présente Convention ni du fait de la réalisation du Nantissement ou de toute action, fait ou omission des Bénéficiaires, de leurs employés, agents ou de toute personne agissant en leurs noms en rapport avec l'exercice de leurs droits aux termes de la Convention et du Nantissement ou en relation avec les Documents de Financement.

21. DROIT APPLICABLE ET ATTRIBUTION DE COMPETENCE

21.1. La présente Convention sera régie par, et interprétée selon le droit français.

- 21.2.** Tout différend se rapportant à la présente Convention (y compris tout litige concernant l'existence, la validité ou la résiliation de la présente Convention) sera de la compétence exclusive du Tribunal de Commerce de Paris.

22. ENREGISTREMENT

La présente Convention sera soumise à la formalité de l'enregistrement, à la diligence de l'Agent des Sûretés agissant tant en son propre nom et pour son compte qu'au nom et pour le compte des autres Bénéficiaires, et aux frais du Débiteur. Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait de la présente Convention pour l'accomplissement de toutes formalités.

23. ÉLECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites et notamment pour les besoins de la signification des documents judiciaires et extrajudiciaires à laquelle pourrait donner lieu toute action ou procédure mentionnée ci-dessus, les parties déclarent faire élection de domicile :

- (a) pour le Constituant: à son siège social ; et
- (b) pour l'Agent des Sûretés : à son siège social.

ANNEXE 1
LISTE DES BENEFICIAIRES

A la date de la présente Convention, les Bénéficiaires sont les suivants :

1. L'Agent

Société Générale, une société anonyme de droit français, ayant son siège social au 29, boulevard Haussmann, 75009 Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 552 120 222.

2. L'Agent des Sûretés

Société Générale, une société anonyme de droit français, ayant son siège social au 29, boulevard Haussmann, 75009 Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 552 120 222.

3. La Banque Teneuse de Comptes

Société Générale, une société anonyme de droit français, ayant son siège social au 29, boulevard Haussmann, 75009 Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 552 120 222, agissant par l'intermédiaire de son agence La Défense Entreprises située Tour Manhattan - 5/6 place de l'Iris - 92095 Paris La Défense Cedex.

4. Les Prêteurs

ARKÉA Banque Entreprises et Institutionnels, une société anonyme de droit français à directoire et conseil de surveillance, ayant son siège social, allée Louis Lichou, 29480 Relecq Kerhuon, France, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Brest sous le numéro 378 398 911.

AVIVA Investors European Secondary Infrastructure Credit SV S.A., une société de droit luxembourgeois, ayant son siège social au Luxembourg, 2 boulevard Konrad-Adenauer, L-1115, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B-173397.

Banco Bilbao Vizcaya Argentaria S.A., une société de droit espagnol, ayant son siège social au 4, Plaza San Nicolas RM Vizcaya T 2083 L 1545 Sec 3a F 183 H 14741, Bilbao, Espagne.

BANQUE CIC Sud Ouest, une société anonyme de droit français, ayant son siège social au 20 quai des Chartrons, 33000 Bordeaux, France, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Bordeaux sous le numéro 456 204 809.

BNP Paribas, une société anonyme de droit français, ayant son siège social au 16 Boulevard des Italiens, 75009 Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 662 042 449.

Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, une société anonyme de droit français, ayant son siège social au 9, Quai du Président Paul Doumer, 92920 Paris La Défense Cedex, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 304 187 701.

Crédit Industriel et Commercial, une société anonyme de droit français, ayant son siège social au 6, avenue de Provence, 75009 Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 542 016 381.

DAIDALOS Infrastructure Finance DAC, une société de droit irlandais, ayant son siège social en Irlande, Taney Hall, Eglinton Terrace, Dundrum, Dublin 14, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Dublin sous le numéro 561757.

DROUOT Infrastructure Debts I, un fonds commun de titrisation de droit français représenté par la Banque Postale Asset Management comme société de gestion.

ING Bank N.V., une société de droit néerlandais, ayant son siège social à Bjlmerplein 888 - 1102 MG Amsterdam Zuidoost, Pays Bas, immatriculée au registre du commerce d'Amsterdam sous le numéro 33031431, agissant au fins des présentes au travers de succursale française, située Immeuble Lumière, 40 avenue des Terroirs de France, 75012 Paris, France, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 791 866 890.

LBPAM FCT European Debt Funds Compartment Infrastructure FCT 1, un fonds commun de titrisation de droit français représenté par la Banque Postale Asset Management comme société de gestion.

LBPAM FCT European Debt Funds Compartment Montparnasse Infrastructure Debt, un fonds commun de titrisation de droit français représenté par la Banque Postale Asset Management comme société de gestion.

Nationale-Nederlanden Levensverzekering Maatschappij N.V., une société de droit néerlandais, ayant son siège social aux Pays-Bas, Weena 505, 3013 AL Rotterdam, immatriculée au registre du commerce de Rotterdam, sous le numéro 24042211.

Pension Fund Swiss Reinsurance Company (Swiss RE), une fondation de droit suisse, ayant son siège social en Suisse, Mythenquai 50/60, 8022 Zurich, immatriculée en Suisse sous le numéro CHE-109.831.048.

SCOR Infrastructure Loans, représentée par la société de gestion France TITRISATION, une société de droit français, ayant son siège social au 41 avenue

de l'Opéra, 75002, Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 353053531.

Société Générale, une société anonyme de droit français, ayant son siège social au 29, boulevard Haussmann, 75009 Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 552 120 222.

Société Générale Financing and Distribution, une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au Luxembourg, 33 Boulevard Prince Henri, Luxembourg L-1724, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 170794.

Swiss RE Europe SA., une société de droit luxembourgeois, ayant son siège social au Luxembourg, 24 rue Albert Borschette, Luxembourg L-1246, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B25242.

La Banque Postale, une société anonyme de droit français à directoire et conseil de surveillance, ayant son siège social au 115 rue de Sèvres, 75275 Paris cedex 06, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 421 100 645.

ainsi que tout cessionnaire, successeur, ayant droit et toute partie subrogée dans leurs droits, conformément à la clause 38 (*Changement de Prêteurs*) de la Convention de Financement et de l'Accord Intercréanciers.

5. Les Banques de Couverture

Banca IMI, une société de droit italien dont le siège social se trouve à Largo Mattioli 3, 20121 Milan, Italie, immatriculée au *registro delle Imprese di Milano* sous le numéro 04377700150.

Banco Bilbao Vizcaya Argentaria S.A., une société de droit espagnol, ayant son siège social au 4, Plaza San Nicolas RM Vizcaya T 2083 L 1545 Sec 3a F 183 H 14741, Bilbao, Espagne.

BNP Paribas, une société anonyme de droit français, ayant son siège social au 16, boulevard des Italiens, 75009 Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 662 042 449.

Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, une société anonyme de droit français, ayant son siège social au 9, Quai du Président Paul Doumer, 92920 Paris La Défense Cedex, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 304 187 701.

Crédit Industriel et Commercial, une société anonyme de droit français, ayant son siège social au 6, avenue de Provence, 75009 Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 542 016 381.

ING Bank N.V., une société de droit néerlandais, ayant son siège social à Bjlmerplein 888 - 1102 MG Amsterdam Zuidoost, Pays Bas, immatriculée au registre du commerce d'Amsterdam sous le numéro 33031431.

Société Générale, une société anonyme de droit français, ayant son siège social au 29, boulevard Haussmann, 75009 Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 552 120 222.

La Banque Postale, une société anonyme de droit français à directoire et conseil de surveillance, ayant son siège social au 115 rue de Sèvres, 75275 Paris cedex 06, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 421 100 645.

(ainsi que tout cessionnaire, successeur, ayant droit et toute partie subrogée dans leurs droits).

ANNEXE 2
MODELE DE NOTIFICATION

De : [le Constituant]

A : ATLANDES

En date du : [●]

Par lettre recommandée avec accusé de réception

Messieurs,

A63 – Nantissement de créances - Notification

1. Nous faisons référence à la convention de nantissement de créances actionnaire (ci-après la ***Convention de Nantissement***) en date du [●] conclue entre [●] en qualité de Constituant et Société Générale en qualité d'Agent des Sûretés, agissant tant en son nom et pour son compte qu'au nom et pour le compte des autres Bénéficiaires, dont un exemplaire est joint aux présentes.
2. Les termes commençant par une majuscule non définis dans les présentes auront le sens qui leur est attribué dans la Convention de Nantissement.
3. Conformément aux dispositions de l'article 2362 du Code Civil et aux stipulations de l'article 4.1 de la Convention de Nantissement, nous vous notifions par les présentes le Nantissement portant sur les Créances Nanties dont vous êtes ou vous pourrez être débiteur à l'égard du Constituant.
4. Par dérogation aux dispositions de l'article 2363 du Code Civil, à compter de la présente et tant qu'une Notification de Défaut ne vous aura pas été adressée conformément aux stipulations de l'article 4.3 de la Convention de Nantissement, vous pourrez continuer de vous acquitter des Créances Nanties entre les mains du Constituant, dès lors que préalablement à ce paiement les Conditions de Distributions de la Convention de Financement sont satisfaites et étant précisé qu'un tel paiement ne sera effectué que par débit du Compte de Distribution.
5. Par ailleurs, vous acceptez par la présente de renoncer au droit d'opposer au créancier des Créances Nanties dont vous êtes ou vous pourrez être débiteur à l'égard du Constituant tout droit de compensation en vue d'éteindre les Créances Nanties.
6. Nous vous remercions de bien vouloir accuser réception de la présente et donner votre accord sur ce qui précède en nous retournant la présente notification contresignée par vos soins.

2932951.1

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

Infrastructure Investments (A63) Holdings Limited

en qualité de Constituant

Signataire : _____

Nom:

Titre:

Bon pour accord :

ATLANDES

en qualité de Débiteur Nanti

Signataire : _____

Nom:

Titre:

PJ : copie de la convention de nantissement de créances

ANNEXE 3
MODELE DE NOTIFICATION DE DEFAUT

De : SOCIETE GENERALE

A : ATLANDES

En date du : [●]

Par lettre recommandée avec accusé de réception

Messieurs,

A63 – Nantissement de créances - Notification

1. Nous faisons référence à la convention de nantissement de créances actionnaire (la *Convention de Nantissement*) en date du [●] conclue entre [●] en qualité de Constituant et Société Générale en qualité d'Agent des Sûretés, agissant tant en son nom et pour son compte qu'au nom et pour le compte des autres Bénéficiaires, aux termes de laquelle le Constituant a nanti en faveur des Bénéficiaires les Créances Nanties.
2. Les termes commençant par une majuscule non définis dans les présentes auront le sens qui leur est attribué dans la Convention de Nantissement.
3. Conformément aux stipulations de l'article 4.4 de la Convention de Nantissement, nous vous notifions par les présentes la survenance d'un Cas de Défaut et vous demandons, à compter de la présente notification, conformément aux dispositions de l'article 2363 du Code civil, de payer les sommes dues au titre des Créances Nanties (à l'exception des sommes figurant au crédit du Compte de Distribution) directement entre nos mains, sur le compte suivant:

Banque: Société Générale Paris
Numéro de compte: 00301999500
IBAN: FR76 30003 07003 00301999500 79
REF: A63 - ATLANDES

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

2932951.1

SOCIETE GENERALE

en qualité d'Agent des Sûretés

Signataire : _____

Nom:

Titre:

**PAGES DE SIGNATURE DE LA CONVENTION DE NANTISSEMENT DE
CREANCES (CREANCES D'ACTIONNAIRES INFRASTRUCTURE
INVESTMENTS (A63) HOLDINGS LIMITED)**

La présente Convention a été signée à Paris à la date mentionnée en tête des présentes en
trois (3) exemplaires originaux.

LE CONSTITUANT

INFRASTRUCTURE INVESTMENTS (A63) HOLDINGS LIMITED

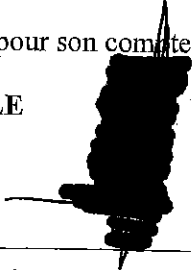

Nom : *Gaël Girard Regdet*
Titre : *Investment Executive*

L'AGENT DES SURETES

agissant en son nom et pour son compte

SOCIETE GENERALE

En accord entre les parties, les
présentes reliées par ASSEMBLACT
empêchant toute substitution ou
addition, sont seulement signées à
la dernière page


Nom : *Frédéric Le Roy*
Titre : *Risk Manager - Project Finance*

2932951.1

L'AGENT DES SURETES

agissant au nom et pour le compte des Bénéficiaires

SOCIETE GENERALE

Nom : *Frédéric Le Roy*

Titre : *Risk Manager - Projet Finances*

En accord entre les parties, les présentes reliées par ASSEMBLACT empêchant toute substitution ou addition, sont seulement signées à la dernière page

Certified as a true translation into English
of the original signed Convention de
Nantissement de créances d'Actionnaire by
Keith Richard, director of Infrastructure
Investments (A63) Holdings Limited

KW Richard

19 JANUARY 2017

6/2/2017

INFRASTRUCTURE INVESTMENTS (A63) HOLDINGS LIMITED
the *Settlor*

SOCIETE GENERALE
the *Collateral Agent*

and

THE BENEFICIARIES
(as defined in these presents)

RECEIVABLES COLLATERAL AGREEMENT
(SHAREHOLDERS' RECEIVABLES
INFRASTRUCTURE INVESTMENTS (A63) HOLDINGS
LIMITED)

WILLKIE FARR & GALLAGHER LLP

TABLE OF CONTENTS

L	DEFINITIONS, INTERPRETATION AND PRIORITY RULES	3
2.	EFFECTIVE DATE	4
3.	CONSTITUTION OF THE COLLATERAL	4
4.	NOTIFICATION	5
5.	IMPLEMENTATION OF THE COLLATERAL	6
6.	FURTHER RECOURSE	7
7.	DECLARATIONS AND GUARANTEES OF THE SETTLOR	7
8.	UNDERTAKINGS OF THE SETTLOR	8
9.	DURATION	8
10.	IRREVOCABILITY	9
11.	TRANSFER AND ASSIGNMENT	9
12.	ALLOCATION OF PAYMENTS	10
13.	NOTIFICATIONS	10
14.	COSTS	10
15.	DIVISIBILITY	10
16.	WAIVER	10
17.	REINCORPORATION	11
18.	MAINTENANCE OF THE COLLATERALISED OBLIGATIONS	12
19.	SUNDRY	12
20.	LIABILITY	12
21.	APPLICABLE LAW AND ATTRIBUTION OF JURISDICTION	12
22.	REGISTRATION	13
23.	ELECTION OF DOMICILE	13
	APPENDIX 1 LIST OF BENEFICIARIES	14
	APPENDIX 2 MODEL NOTIFICATION	18
	APPENDIX 3 MODEL DEFAULTING NOTIFICATION	20

**RECEIVABLES COLLATERAL AGREEMENT
(SHAREHOLDERS' RECEIVABLES INFRASTRUCTURE
INVESTMENTS (A63) HOLDINGS LIMITED)**

Dated 19 JANUARY 2017

BETWEEN:

- (I) **INFRASTRUCTURE INVESTMENTS (A63) HOLDINGS LIMITED**, a société à responsabilité limitée [~limited liability company], whose head office is located at 12 Charles II Street, London, United Kingdom, SW1Y 4QU, registered on the Register of Companies (England and Wales) under the number 9937343,

(the *Settlor*),

- (1) **SOCIETE GENERALE**, a société anonyme [~public limited company] under French law, whose head office is located at 29, boulevard Haussmann, 75009 Paris, registered on the Paris Registre du Commerce et des Sociétés [Companies register] under the number 552 120 222, acting in its name and for its account as well as in the name and on the account of the Beneficiaries,

(in this capacity as well as all transferees, assigns or successor appointed in accordance with the terms of the Intercreditor Agreement, the *Collateral Agent*),

AND

- (2) **THE CREDIT ESTABLISHMENTS AND FINANCIAL INSTITUTIONS** listed in Appendix I (*List of Beneficiaries*) in the capacity of beneficiaries, duly represented by the Collateral Agent,

(the *Beneficiaries*).

RECITALS:

- (A) Under the terms of the Concession Contract, the Company was granted the Project by the Settlor
- (B) On 30 June 2015 the Borrower refinanced all its indebtedness in terms of Existing Credits, and the Initial Lenders have agreed to make available to the Borrower Credit A, subject to, and in accordance with the stipulations of the Financing Agreement.
- (C) The Initial Reimbursement Banks have agreed with the Borrower principles of coverage for interest rate risks in respect of Credit A, and have

agreed to conclude Hedging Instruments with the Borrower in order to cover these risks.

- (D) As a security and guarantee for the Collateralised Obligations, the Settlor has undertaken to grant, in favour of the Beneficiaries, in accordance with the terms and subject to the conditions of the present Agreement, a first-rank collateral security relating to the Secured receivables.
- (E) The signature and effective date of these presents are a determining condition of the undertakings to be given by the Financial Parties in respect of the Financing Documents.

THE FOLLOWING HAS BEEN AGREED:

1. DEFINITIONS, INTERPRETATION AND PRIORITY RULES

1.1. DEFINITIONS

The terms and expressions used in the present Agreement (including in the Recitals) and that are not otherwise defined, shall have the meaning that is given to them in the Financing Agreement.

- 1.1.2. The following terms and expressions used in the present Agreement, will, so long as the context does not impose a different interpretation, have the following meanings:

Shareholders' Advances designates the advances and Shareholders' loans granted by virtue of a junior financing contract concluded on 18 January 2011 between the Borrower and the Shareholders, and all other shareholders' advances made available to the Borrower or maintained at their disposition by the Shareholders under the terms of the Junior Financing Contract.

Beneficiaries designates the Financial Parties, a list of which appears in Appendix 1 (*List of Beneficiaries*) as well as their respective transferees, successors or assigns in respect of the Financing Documents.

Enforcement event designates one of the following events:

- (a) a current default on payment of all or part of the Collateralised Obligations upon their given due date, thereby constituting an Incidence of Default; or
- (b) the Agent has declared, in accordance with the stipulations of Article 33.26 (*Consequences of the occurrence of an Incidence of Default*) of the Financing Agreement, the early collectability of all or part of the Credits and/or Outstanding amounts following the occurrence of an Incidence of Default.

Agreement designates the present agreement, including its appendices.

Financing Agreement designates the financing agreement concluded on the Date of Signature between the Company, the Mandated Arrangers, the Initial Lenders, the Initial Reimbursement Banks, the Accounts Holding Bank, the Agent and the Collateral Agent.

Secured Receivables designates debts, present or future and/or potential, held by the Settlor against the Secured Debtor, in respect of any Shareholder Advance.

Effective Date has the meaning given to this term in Article 2 (*Effective Date*).

Secured Debtor designates Atlandes, a société anonyme under French law, whose head office is located at 15 avenue Léonard de Vinci 33600 Pessac, France, registered on the Bordeaux registre du commerce et des sociétés under the unique identification number 528 694 052.

Collateral has the meaning given to this term in Article 3 (*Constitution of the Collateral*).

Notification has the meaning given to this term in Article 4.1.

Defaulting Notification has the meaning given to this term in Article 4.3.

Collateralised Obligations designates all obligations of payment or reimbursement (present or future, certain or potential) of any sum in principal, interest, commissions, late payment interests, Reinvestment Costs, indemnities, costs and related payments, that fall due or may fall due by the Company to the Beneficiaries by virtue of the Financing Documents, including in this (i) all sums due or that may become due in respect of the Hedging Instruments assigned or novated to the Reimbursement Banks or all Breakage Costs due in respect of a Hedging Instrument and (ii) all sums due or that may be due by virtue of the revocation, termination or annulment of the Financing Agreement as well as all costs, expenses and charges incurred by any Beneficiary in relation to the protection, preservation or exercise of their rights by virtue of the Financing Documents.

1.2. INTERPRETATION

Except for stipulations to the contrary in the present Agreement, Articles 1.2 (*Accounting Expressions*), 1.3 (*Interpretation*), 1.4 (*Legislative Provisions*), 1.5 (*Time*) and 1.6 (*References to Contracts*) of the Financing Agreement shall apply to the present Agreement as though they had been expressly incorporated, with each reference in these Articles to the Financing Agreement being presumed to be a reference to the present Agreement.

2. EFFECTIVE DATE

The present Agreement shall come into force on the date of its signature (the *Effective Date*).

3. CONSTITUTION OF THE COLLATERAL

- 3.1. In accordance with the provisions of Articles 2355 and following of the Code civil [Civil law] as well as Articles L.521-1 and L.521-3 of the Code de commerce [Business law], as a security and guarantee of the complete payment and proper execution on the correct date of the Collateralised Obligations and until their complete extinction, Settlor pledges to the benefit of the Beneficiaries, who accept, the Secured Receivables (the *Collateral*).
- 3.2. The Settlor may dispose of the Secured Receivables under the conditions stipulated in the Junior Financing Contract. To this end, the Collateral Agent, upon request by the Settlor and if the conditions are met, will confer discharge of the Collateral for the Secured Receivables concerned, so long as the new owner of the said receivables grants to the Beneficiaries, simultaneously to the said discharge, a Collateral for the said

Secured receivables, under the same terms and conditions, *mutatis mutandis*, as those in the present Agreement. The parties acknowledge that the provisions of the present Article 3.2 do not affect the rights of the Beneficiaries to implement the Collateral in accordance with the provisions of Article 5 (*Implementation of the Collateral*) of the present Agreement.

4. NOTIFICATION

- 4.1. In accordance with the provisions of Article 2362 of the Code Civil, the present Collateral shall be notified without delay to the Secured Debtor as from the Effective date, by registered letter with confirmation of receipt, in the form as shown in Appendix 2 (the *Notification*).
- 4.2. As from the Notification, and as an exception to the provisions of Article 2363 of the Code civil, the Beneficiaries renounce, by these presents, their right to direct payment so long as the Collateral Agent has not sent the Defaulting Notification in accordance with Article 4.3. In consequence, the Secured Debtor Shall validly continue to repay the Secured Receivables to the Settlor notwithstanding the Notification, it being specified that
- (i) the Secured Debtor may not make payments to the Settlor in respect of the Secured Receivables other than in accordance with Article 32.3 (*Payments to the Affiliated Companies - Distributions*) of the Financing Agreement; and
 - (ii) such a payment can only be made by debiting from the Distribution Account.
- 4.3. Without prejudice to the stipulations of Article 5 (*Implementation of the Collateral*), in the case of the occurrence of an Incidence of Default and as long as this continues, the Collateral Agent may, at any time, notify the Secured Debtor (with a copy of the notification sent to the Settlor) the occurrence of the said Incidence of Default, in the form of the model given in Appendix 3 (the *Defaulting Notification*) this notification being in any case immediately sent to the Secured Debtor (with a copy sent to the Settlor) in the case where the Incidence of Default constitutes an Enforcement Event.
- 4.4. In consequence, as from the Defaulting Notification and in accordance with the provisions of Article 2363 of the Code civil the Secured Debtor shall refrain from making any payment of any Secured Receivables to the Settlor and must make all payments of the Secured Receivables directly to the Collateral Agent, to the account that the latter shall designate to the Secured Debtor in the Defaulting Notification. If this payment takes place before the Collateralised Obligations are due for payment, the Collateral Agent will retain the said sums in accordance with the provisions of Article 2364 of the Code civil and shall allocate them to the payment of the Collateralised Obligations in accordance with the stipulations of Article 5.2.

4.5. When the said Incidence of Default has disappeared or has been remedied or waived, the Collateral Agent shall send a notification to the Secured Debtor informing them of this fact (with a copy of the notification sent to the Settlor) and the Secured Debtor may once more make payments of the Secured Receivables in accordance with the stipulations of Article 4.1.

4.6. Notwithstanding the foregoing, the parties in the present Agreement have agreed that the Debtor may at any time debit the Distribution Account to the benefit of the Settlor.

5. IMPLEMENTATION OF THE COLLATERAL

5.1. Upon the occurrence of an Enforcement Event, and for as long as it continues, the Collateral Agent (acting in the name of and for the account of one of more Beneficiaries in accordance with the stipulations of the Intercreditor Agreement) without prejudice to all other actions that may be carried out independently or concurrently, exercise on the Secured Receivables all the rights, actions and privileges that the law recognises as the entitlement of the secured creditor and, in particular, may pursue the implementation of the Collateral in accordance with the legal and regulatory provisions in force.

5.2. The total or partial implementation of the Collateral shall take place through the immediate allocation of all or part of the sums paid by virtue of the Secured Receivables to the payment of the sums due and payable by virtue of the Collateralised Obligations on the date of receipt of the said sums. In the case where the implementation of the Collateral takes place by allocation of the cash values referred to at Article 4.4, this allocation will take place upon expiry of a period of eight (8) calendar days as from the date of receipt by the Secured Debtor of a formal notice sent by registered letter with confirmation of receipt by the Collateral Agent and having remained without effect (the date of receipt of the said formal notice being construed as the date of the first presentation of the said registered letter (the postal stamp having authority of proof), the formal notice being also notified by the Collateral Agent to the Settlor).

5.3. In the case where the Secured Receivables had not fallen due, the implementation of the Collateral shall take place:

- (a) in the case of a partial implementation of the Collateral, by immediate allocation of all or part of the sums paid by the Secured Debtor by virtue of the Secured Receivables in accordance with the stipulations of Article 5.2; or
- (b) in the case the full implementation of the Collateral, either (i) by judicial allocation of the ownership of the Secured Receivables to the Beneficiaries, or by automatic allocation of the ownership of the Secured Receivables at their face value to the Beneficiaries in accordance with the provisions of Article 2365 of the Code civil, eight (8) calendar days after issue of notice

having remained without effect (the date of receipt of the said formal notice being construed as the date of the first presentation of the said registered letter (the postal stamp having authority of proof), the formal notice being also notified by the Collateral Agent to the Settlor), or (ii) by allocation of all or part of the sums paid by the Secured Debtor by virtue of the Secured Receivables in accordance with Article 5.2 and this shall be until the respective due date of each of the Secured Receivables.

5.4. In accordance with Article 2366 of the Code civil, the balance of the Secured Receivables, following complete and definitive clearance of the Collateralised Obligations, shall be refunded to the Settlor by the Collateral Agent as soon as possible.

5.5. It is specified, as required, that the implementation of the Collateral cannot extend to the amount appearing on the credit of the Distribution Account.

6. FURTHER RECOURSE

The Collateral is added to all other securities from which the Beneficiaries benefit, or from which they may benefit and it is specified that the Agent may execute or request execution of the present Agreement and implement or request implementation of the Collateral, without having first exhausted other means of recourse to which he/she may have access, or bringing into play any of the other securities or guarantees that he/she may also hold.

7. DECLARATIONS AND GUARANTEES OF THE SETTLOR

The Settlor declares and expressly guarantees to the Beneficiaries that on the Effective Date of the present Agreement and as long as the present Agreement shall be in force:

- (a) the Secured Receivables belong to it, and it has not granted any Security on all or part of the Secured Receivables or assigned, delegated or transferred in any form whatsoever the Secured Receivables, and that the Secured Receivables are free of any right, option, security or privilege, and have not been the object of any seizure, sequestration or opposition proceedings, or to other protective enforcement measures, subject to that which is expressly authorised in respect of the Financing Documents;
- (b) the Collateral constitutes a first-rank security;
- (c) the information relating to the Secured Receivables supplied on the date of the signature of the present Agreement is accurate; and
- (d) it is aware of the Financing Documents giving rise to the Collateralised Obligations.

8. UNDERTAKINGS OF THE SETTLOR

The Settlor undertakes, as from the Effective Date as so long as this shall remain in force:

- (a) as soon as possible, to sign and/or provide to the Collateral Agent, all documents and otherwise to fulfil all formalities relating to the exercise of the rights of the latter in respect of the present Agreement
- (b) not to modify the extent of its rights attached to the Secured Receivables in a manner contrary to the stipulations of the Junior Financing Contract, the Financing Agreement and/or the present Agreement;
- (c) not to claim payment of the Secured Receivables unless this is expressly authorised by virtue of the Junior Financing Contract and the Financing Documents;
- (d) to adopt the measures that the Collateral Agent may reasonably request in order to establish the rights of the Beneficiaries by virtue of the Collateral;
- (e) that all the information supplied by it to the Beneficiaries in the context of the Collateral is accurate on the date it was provided, or, as appropriate on the date to which it refers, does not contain any omission liable to mislead;
- (f) at any time to sign, and provide all documents and to take all the necessary steps, where reasonably asked by the Collateral Agent, for the purposes of enabling the latter to exercise their rights, actions and privileges that are conferred upon the Beneficiaries by virtue of the law or this present Agreement; and
- (g) not to oppose any right of compensation for the Secured Debtor with a view to the extinction of the said Secured Receivables.

9. DURATION

9.1. The present Agreement shall remain in force in all its stipulations until the soonest of the following two dates:

- (a) the Date of Payment; or
- (b) the date when the Collateral Agent issues discharge on the Collateral in accordance with the terms and conditions of the Financing Documents

9.2. When (i) the Collateralised Obligations have been entirely, irrevocably and unconditionally executed, or (ii) the Collateral Agent has been authorised to issue

discharge on the Collateral in accordance with the terms and subject to the conditions of the Financing Documents, the Collateral Agent shall, when requested by, and at the expenses of the Settlor, adopt all measures reasonably requested by the Settlor in order to issue discharge on the Collateral within a period of five (5) Working Days following the Settlor's request to this effect

10. IRREVOCABILITY

The present Agreement is irrevocable and shall apply automatically, insofar as the applicable legislation permits it, notwithstanding:

- (a) any renewal, extension or prorogation of any of the Financing Documents and/or of the Collateralised Obligations;
- (b) any novation or other modification of any of the Financing Documents and/or any novation or other modification of the Collateralised Obligations; and
- (c) any nullity, invalidity, irregularity or unenforceability of all or part of any of the Financing Documents and/or of all or part of the Collateralised Obligations and/or of any other Security or document referred to in or pertaining to any of the Financing Documents, in particular in guarantee of any obligation to recover that is the responsibility of the Settlor.

11. TRANSFER AND ASSIGNMENT

Any beneficiary of a transfer of all or part of the rights and/or obligations of a Beneficiary in respect of, and in accordance with the terms of any of the Financing Documents subsequent to the date of the present Agreement, shall automatically benefit from the Collateral, and any reference to the Beneficiaries shall include this new Beneficiary, which the Settlor acknowledges and expressly accepts.

- 11.2.** The Collateral shall benefit all the transferees, successors, subrogees and/or assigns of the Beneficiaries in respect of the Financing Documents.
- 11.3.** In the case of assignment or transfer by means of novation of all or part of their rights and obligations in respect of a Financing Document to which they are party, and/or novation of all or part of the Collateralised Obligations by a Beneficiary, this Beneficiary expressly reserves and maintains, in accordance with the provisions of Article 1334 of the Code civil, their rights, actions and privileges in respect of these presents and of the Collateral to their benefit and to the benefit of their successors, assigns and transferees

12. ALLOCATION OF PAYMENTS

Any sum received by the Collateral Agent by virtue of the implementation of the present Agreement will be allocated by the Collateral Agent in accordance with the stipulations of the Intercréditor Agreement.

13. NOTIFICATIONS

Unless specifically stipulated under the terms of the present Agreement, all notifications or communications in respect of the present Agreement must be made in accordance with the terms of Article 47 (*Notifications*) of the Financing Agreement and to the communication addresses indicated in it.

14. COSTS

All costs, expenses and disbursements reasonably incurred by the Collateral Agent or the Beneficiaries, relating to the negotiation, preparation, drafting and signature of the present Agreement, and all costs, expenses and disbursements incurred (particularly lawyers' costs and fees) relating to the implementation and execution of the present Agreement or the Collateral (in particular the costs, expenses and disbursements relating to the preservation or exercise of the rights of the Beneficiaries in respect of the present Agreement) shall be paid, upon presentation of supporting documentation, by the Settlor who undertakes to make this payment, in accordance with the stipulations of Article 16 (*Costs*) of the Financing Agreement.

DIVISIBILITY

15.1. If, at any time, any stipulation of the present Agreement proves to be, or becomes unlawful, void, or unenforceable by virtue of a law, the fact of this unlawfulness, invalidity or unenforceability shall not affect the lawfulness, validity or enforceability of the other stipulations of the present Agreement

15.2. The parties to these presents agree to employ their best efforts to reach an agreement upon a new stipulation for the purposes of replacing the unlawful, void or unenforceable stipulation, that will be cohesive, and compliant with the objectives sought by the latter.

15. WAIVER

16.1. No delay, or omission in the part of the Collateral Agent or of a Beneficiary in the exercise of all or of a part of their rights and remedies by virtue of the present Agreement, shall be considered as implying any renunciation whatsoever of the entitlement to invoke this right or remedy, and the isolated or partial exercise of the said right or remedy shall not have the effect of preventing the subsequent renewed exercise of the said right or remedy or of any other right or remedy. The rights or remedies stipulated in the present Agreement are cumulative and non-exclusive of any right or remedy provided for by an applicable law

- 16.2.** The Settlor renounces the benefit of Article 2309 of the Code Civil, insofar as this Article may be applicable to the present Collateral.
- 16.3.** The Settlor undertakes not to pursue the Secured Debtor in the case of prorogation of the term granted by the Beneficiaries, or by any of them, without the consent of the Settlor and, in consequence, renounces the benefit of Article 2316 of the Code Civil, insofar as this Article may be applicable to the present Collateral
- 16.4.** The Settlor renounces, until the full clearance of the Collateralised Obligations:
- (a) all rights of subrogation in the rights of the Beneficiaries against the Secured Debtor, that it may own by virtue of the Collateral, whether such right is contractual or legal;
 - (b) all rights of reimbursement or compensation that it may own on a personal basis, against the Secured Debtor, at any time, by virtue of the Collateral, whether these rights are contractual or legal;
 - (c) the invocation of the benefit of any security granted to any of the Beneficiaries or for their benefit in order to guarantee payment of the Collateralised Obligations;
 - (d) the opposition of any right to compensation that it may own in respect of Article 1347-6 of the Code Civil,

this shall apply, even if the Settlor has been totally or partially released from their obligations in respect of the present Agreement.

17. REINCORPORATION

In the case where a payment made by the Settlor or any discharge granted by a Beneficiary (in respect of the obligations of a debtor, in accordance with the Financing Documents) may be subject to a reduction or be challenged in the context of collective proceedings or any other similar event:

- (a) the obligations of the Settlor and the Collateral would not be affected by this and shall remain in force as though the said payment or said discharge, challenge, or reduction had not occurred; and
- (b) each Beneficiary may claim, against the Settlor, in recovery or payment of an amount of this Security equal to that which would have been due by the Settlor if the said payment, or the said discharge, challenge or reduction had not occurred.

18. MAINTENANCE OF THE COLLATERALISED OBLIGATIONS

To the fullest extent permitted by law, the effects and validity of the Collateral shall remain in force and shall produce their full and entire effects, notwithstanding any event or circumstance, in particular the invalidity of any stipulation of any Financing Document or any related document or the modification of any provision of a Financing Document or of the Collateralised Obligations or any other event affecting any other security given in respect of the Collateralised Obligations.

19. SUNDRY

19.1. The Collateral does not effect, and cannot effect in any way the nature or the extent of any undertakings and all securities, of a property or personal nature, that may have been or may be contracted or supplied, either by the Settlor or by any third party, to which it is added or may be added

19.2. The Collateral Agent may execute or request the execution of any of the stipulations of the present Agreement without having to (i) first exhaust other forms of recourse to which the Beneficiaries may otherwise have access vis-à-vis the Settlor or (ii) first involve the other securities or guarantees from which the Beneficiaries may otherwise benefit in respect of the Collateralised Obligations.

19.3. Each party agrees, by these presents, to bear the risk of the occurrence of unforeseeable circumstances and in consequence acknowledges that the provisions of Article 1195 of the Code civil (in its drafting subsequent to the entry into force of Decree No. 2016-131 dated 10 February 2016 applying reform of contract law, of the general regime and of the proof of obligations) shall not apply to its obligations in respect of the Financing Documents and that they may not introduce an application for judicial review of any of the Financing Documents by virtue of Article 1195 of the Code civil.

20. LIABILITY

Except in the case of serious misconduct or fraud, the Beneficiaries shall not assume any liability in respect of the Settlor or its assigns, by virtue of the exercise or otherwise of the rights and prerogatives that are conferred upon them by the present Agreement or due to the implementation of the Collateral or any action, deed or omission on the part of the Beneficiaries, of their employees, agents or any person acting on their behalf in relation to the exercise of their rights under the terms of the Agreement and of the Collateral or in relation to the Financing Documents

21. APPLICABLE LAW AND ATTRIBUTION OF JURISDICTION

21.1. The present Agreement shall be governed by, and interpreted according to French law.

- 21.2.** Any dispute relating to the present Agreement (including any dispute concerning the existence, validity or cancellation of the present Agreement) shall fall within the exclusive jurisdiction of the Paris Tribunal de Commerce [Commercial Court]

22. REGISTRATION

The present Agreement shall be subject to the formality of registration, which shall be the responsibility of the Collateral Agent acting in its own name and for its own account and in the name and for the account of the other Beneficiaries, and at the expenses of the Debtor. All powers are conferred upon the bearer of an original, a copy or an extract of the present Agreement, for the fulfilment of all formalities.

23. ELECTION OF DOMICILE

For the execution of these presents and of their consequences, and in particular for the requirements of the service of legal and extrajudicial documents that may be occasioned by any action or proceedings referred to above, the parties declare that they elect domicile as follows:

- (a) for the Settlor: at its head office; and
- (b) for the Collateral Agent: at their head office.

APPENDIX 1 LIST OF BENEFICIARIES

On the date of the present Agreement, the Beneficiaries are the following:

1. The Agent

Société Générale, a société anonyme [~public limited company] under French law, whose head office is located at 29, boulevard Haussmann, 75009 Paris, registered on the Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) [companies register] under the number] 552 120 222.

2. The Collateral Agent

Société Générale, a société anonyme [~public limited company] under French law, whose head office is located at 29, boulevard Haussmann, 75009 Paris, registered on the Paris RCS [companies register] under the number 552 120 222.

3. The account holding bank

Société Générale, a société anonyme [~public limited company] under French law, whose head office is located at 29, boulevard Haussmann, 75009 Paris, registered on the Paris RCS [companies register] under the number 552 120 222, acting via the intermediary of its agency La Défense Entreprises located at Tour Manhattan — 5/6 place de l'Iris — 92095 Paris La Défense Cedex.

4. The Lenders

ARKÉA Banque Entreprises et Institutionnels, a société anonyme [~public limited company] under French law with executive board and supervisory board, whose head office is located at allée Louis Lichou, 29480 Relecq Kerhuon, France, registered on the Brest RCS [companies register] under the number 378 398 911.

AVIVA Investors European Secondary Infrastructure Credit SV S.A., a company under Luxembourg law, whose head office is located in Luxembourg, 2 boulevard Konrad-Adenauer, L-1115, registered on the Luxembourg RCS [companies register] under the number B-173397.

Banco Bilbao Vizcaya Argentaria S.A., a company under Spanish law, whose head office is located at 4, Plaza San Nicolas RM Vizcaya T 2083 L 1545 Sec 3a F 183 H 14741, Bilbao, Spain.

BANQUE CIC Sud Ouest, a société anonyme [~public limited company] under French law, whose head office is located at 20 quai des Chartrons, 33000 Bordeaux, France; registered on the Bordeaux RCS [companies register] under the number 456 204 809.

BNP Paribas, a société anonyme [~public limited company] under French law, whose head office is located at 16 Boulevard des Italiens, 75009 Paris, registered on the Paris RCS [companies register] under the number 662 042 449.

Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, a société anonyme [~public limited company] under French law, whose head office is located at 9, Quai du Président Paul Doumer, 92920 Paris La Défense Cedex, registered on the Nanterre RCS [companies register] under the number 304 187 701.

Crédit Industriel et Commercial, a société anonyme [~public limited company] under French law, whose head office is located at 6, avenue de Provence, 75009 Paris, registered on the Paris RCS [companies register] under the number 542 016 381.

DAIDALOS Infrastructure Finance DAC, a company under Irish law, whose head office is located in Ireland, Taney Hall, Eglinton Terrace, Dundrum, Dublin 14, registered on the Dublin companies register under the number 561757.

DROUOT Infrastructure Debts I, a securitisation mutual fund under French law represented by the Banque Postale Asset Management as a management company.

ING Bank N.V., a company under Dutch law, whose head office is located Bijlmerplein 888 - 1102 MG Amsterdam Zuidoost, Netherlands, registered on the Amsterdam companies register under the number 33031431, acting for the purposes of these presents via the French branch, located at Immeuble Lumière, 40 avenue des Terroirs de France, 75012 Paris, France, registered on the Paris RCS [companies register] under the number 791 866 890.

LBPAM FCT European Debt Funds Compartment Infrastructure FCT I, a securitisation mutual fund under French law represented by the Banque Postale Asset Management as a management company.

LBPAM FCT European Debt Funds Compartment Montparnasse Infrastructure Debt, a securitisation mutual fund under French law represented by the Banque Postale Asset Management as a management company.

Nationale-Nederlanden Levensverzekering Maatschappij N.V., a company under Dutch law, whose head office is located in the Netherlands, Weena 505, 3013 AL Rotterdam, registered on the Rotterdam companies register under the number 24042211.

Pension Fund Swiss Reinsurance Company (Swiss RE), a foundation under Swiss law, whose head office is located in Switzerland, Mythenquai 50/60, 8022 Zurich, registered in Switzerland under the number CHE-109.831.048.

SCOR Infrastructure Loans, represented by the management company France TITRISATION, a company under French law, whose head office is located at 41 avenue

de l'Opéra, 75002, Paris, registered on the Paris RCS [companies register] under the number 353053531.

Société Générale, a société anonyme [~public limited company] under French law, whose head office is located at 29, boulevard Haussmann, 75009 Paris, registered on the Paris RCS [companies register] under the number 552 120 222.

Société Générale Financing and Distribution, a société anonyme [~public limited company] under Luxembourg law, whose head office is located in Luxembourg, 33 Boulevard Prince Henri, Luxembourg L-1724, registered on the Luxembourg RCS [companies register] under the number B 170794.

Swiss RE Europe SA., a company under Luxembourg law, whose head office is located in Luxembourg, 24 rue Albert Borschette, Luxembourg L-1246, registered on the Luxembourg RCS [companies register] under the number B25242.

La Banque Postale, a société anonyme [~public limited company] under French law with executive board and supervisory board, whose head office is located at 115 rue de Sèvres, 75275 Paris cedex 06, registered on the Paris RCS [companies register] under the number 421 100 645.

as well as all transferees, successors, assigns and any party subrogated in their rights, in accordance with clause 38 (*Change of Lenders*) of the Financing Agreement and the Intercreditor Agreement.

5. The Reimbursement Banks

Banca IMI, a company under Italian law whose head office is located at Largo Mattioli 3, 20121 Milan, Italy, registered on the *registra delle Imprese di Milano* [Milan companies register] under the number 04377700150.

Banco Bilbao Vizcaya Argentaria S.A., a company under Spanish law, whose head office is located at 4, Plaza San Nicolas RM Vizcaya T 2083 L 1545 Sec 3a F 183 H 14741, Bilbao, Spain.

BNP Paribas, a société anonyme [~public limited company] under French law, whose head office is located at 16, boulevard des Italiens, 75009 Paris, registered on the Paris RCS [companies register] under the number 662 042 449.

Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, a société anonyme [~public limited company] under French law, whose head office is located at 9, Quai du Président Paul Doumer, 92920 Paris La Défense Cedex, registered on the Nanterre RCS [companies register] under the number 304 187 701.

Crédit Industriel et Commercial, a société anonyme [~public limited company] under French law, whose head office is located at 6, avenue de Provence, 75009 Paris, registered on the Paris RCS [companies register] under the number 542 016 381.

ING Bank N.V., a company under Dutch law, whose head office is located at Bjlmerplein 888 - 1102 MG Amsterdam Zuidoost, Netherlands, registered on the Amsterdam companies register under the number 33031431.

Société Générale, a société anonyme [~public limited company] under French law, whose head office is located at 29, boulevard Haussmann, 75009 Paris, registered on the Paris RCS [companies register] under the number 552 120 222.

La Banque Postale, a société anonyme [~public limited company] under French law with executive board and supervisory board, whose head office is located at 115 rue de Sèvres, 75275 Paris cedex 06, registered on the Paris RCS [companies register] under the number 421 100 645.

(and any transferee, successor, assign, or any party subrogated in their rights).

**APPENDIX 2
MODEL NOTIFICATION**

From: *[the Settlor]*

To: **ATLANDES**

Dated: [●]

By registered letter with confirmation of receipt

Dear Sirs,

A63 — Receivables Collateral - Notification

1. We refer to the Shareholders' receivables collateral agreement (hereafter the ***Collateral Agreement***) dated [●] concluded between [●] in the capacity of Settlor and Société Générale in the capacity of Collateral Agent, acting in its own name and for its own account and in the name and for the account of the other Beneficiaries, of which a copy is enclosed with these presents.
2. The terms with an initial capital letter not defined in these presents shall have the meaning they are given in the Collateral Agreement.
3. In accordance with the provisions of Article 2362 of the Code Civil and the stipulations of Article 4.1 of the Collateral Agreement, we notify you, by these presents of the Collateral applied to the Secured Receivables in respect of which you are or may become a debtor to the Settlor.
4. By derogation from the provisions of Article 2363 of the Code Civil, as from this present document, and so long as a Defaulting Notification has not been sent to you in accordance with the stipulations of Article 4.3 of the Collateral Agreement, you may continue to repay Secured Receivables to the Settlor, so long as, in advance of this payment, the Conditions of Distributions of the Financing Agreement are met, it being also specified that such a payment shall only be made by debit from the Distribution Account.
5. Furthermore, you agree by the present document, to renounce the right to invoke against the creditor of the Secured Receivables in respect of which you are or may become a debtor to the Settlor, any right of compensation with a view to the extinction of the Secured Receivables.
6. Please confirm receipt of this present document and give your agreement concerning the foregoing, by returning to us the present notification countersigned by you.

2932951.1

Yours sincerely,

Infrastructure Investments (A63) Holdings Limited

In the capacity of Settlor

Signatory: _____

Name:

Title:

Valid for agreement:

ATLANDES

In the capacity of Secured Debtor

Signatory: _____

Name:

Title:

Enc.: copy of the Receivables Collateral agreement

**APPENDIX 3
MODEL DEFAULTING NOTIFICATION**

From: SOCIETE GENERALE

To: ATLANDES

Dated: [●]

By registered letter with confirmation of receipt

Dear Sirs,

A63 — Receivables Collateral - Notification

1. We refer to the Shareholders' receivables collateral agreement (the *Collateral Agreement*) dated [●] concluded between [●] in the capacity of Settlor and Société Générale in the capacity of Collateral Agent, acting in its own name and for its own account and in the name and for the account of the other Beneficiaries, under the terms of which the Settlor has provided collateral security for the Secured Receivables to the benefit of the Beneficiaries.
2. The terms with an initial capital letter not defined in these presents shall have the meaning they are given in the Collateral Agreement.
3. In accordance with the stipulations of Article 4.4 of the Collateral Agreement, we notify you, by these presents, of the occurrence of an Incidence of Default and we ask you, as from this present notification, in accordance with the provisions of Article 2363 of the Code civil [Civil law], to pay the sums due by virtue of the Secured Receivables (with the exception of the sums appearing in the credit of the Distribution Account) directly to us, into the following account:

Bank: Société Générale Paris
Account Number: 00301999500
IBAN: FR76 30003 07003 00301999500 79
REF: A63 - ATLANDES

Yours sincerely,

2932951.1

SOCIETE GENERALE

in the capacity of Collateral Agent

Signatory: _____

Name:

Title:

**PAGES OF SIGNATURES OF THE RECEIVABLES COLLATERAL
AGREEMENT (SHAREHOLDERS' RECEIVABLES INFRASTRUCTURE
INVESTMENTS (A63) HOLDINGS LIMITED)**

The present Agreement was signed in Paris on the date given at the head of these presents,
in three (3) original copies.

THE SETTLOR

INFRASTRUCTURE INVESTMENTS (A63) HOLDINGS LIMITED

[signed, illeg.]

Name: [hand-written, illeg.]

Title: [hand-written, illeg.]

THE COLLATERAL AGENT

acting in its own name and for its own account

SOCIETE GENERALE

[signed, illeg.]

Name: [hand-written, illeg.]

Title: [hand-written, illeg.]

2932951.1

THE COLLATERAL AGENT

acting in its own name and for the account of the Beneficiaries

SOCIETE GENERALE

[signed, illeg.]

Name: [hand-written, illeg.]

Title: [hand-written, illeg.]